

Occitanie, le 29 avril 2026

Des chiffres alarmants... et une réalité encore plus dure

Suite à l'article de La Dépêche du Midi du 28 avril 2026 : « Plus d'un agriculteur sur deux sous le Smic en Occitanie, une précarisation progressive »

L'article de La Dépêche du Midi dresse un constat sans appel : 57 % des agriculteurs d'Occitanie vivent avec un revenu inférieur au SMIC, une précarité qui dépasse les 50 % depuis des années et qui continue de s'aggraver.

Nous confirmons ces chiffres. Mais nous devons aller plus loin pour que chacun comprenne ce qu'ils signifient réellement.

Ces chiffres sont à considérer aides de la PAC comprises, ce qui signifie qu'avant soutien public, les revenus agricoles sont encore plus faibles. Contrairement à une idée répandue, la PAC ne vient pas compléter un revenu correct : elle compense en partie un manque structurel de rémunération.

Ce "revenu sous le SMIC" correspond à des semaines de plus de 50 heures, sans congés, sans récupération, sans sécurité. Ce n'est pas seulement une précarité économique, c'est une réalité de vie.

Cette situation interroge directement le lien entre les Français, leur alimentation et ceux qui la produisent : derrière chaque produit consommé se trouve un agriculteur qui, aujourd'hui, ne vit pas dignement de son travail. La question du revenu agricole est donc indissociable de celle de notre modèle alimentaire et de la reconnaissance accordée à ceux qui nourrissent le pays.

> Une précarité structurelle... construite par le système

L'article évoque une aggravation de la situation depuis 10 ans et une précarisation "progressive".

Nous partageons ce constat. Mais cette évolution n'est ni naturelle, ni inévitable. Elle est le résultat de choix politiques et économiques.

- Des prix agricoles trop bas, qui ne couvrent plus les coûts de production
- Une inflation normative permanente (environnement, eau, biodiversité...)
- Une accumulation de contraintes administratives
- Une déconnexion croissante entre décisions politiques et réalité du terrain

À cela s'ajoute une pression fiscale et sociale devenue difficilement supportable, qui s'exerce sur des exploitations déjà fragilisées. La Coordination Rurale dénonce un empilement de taxes, de cotisations et de prélèvements qui pèsent à toutes les étapes de la vie d'une exploitation : en activité, lors de l'embauche de salariés, mais aussi au moment des transmissions. Les charges sociales des exploitants comme le coût du travail pour les employeurs atteignent des niveaux qui freinent l'emploi et pénalisent la compétitivité face à des concurrents européens moins contraints. Quant aux transmissions, elles sont trop souvent entravées par une fiscalité lourde et complexe, qui décourage les reprises et accélère la disparition des exploitations.

Résultat : les revenus s'éloignent du SMIC... pendant que les exigences, elles, ne cessent d'augmenter.

> Toutes les filières touchées : le symptôme d'un problème global

L'étude souligne que toutes les productions sont concernées :

- 65 % des céréaliers et producteurs d'oléoprotéagineux sous le SMIC
- 58 % en élevage bovin
- 54 % en viticulture et arboriculture
- 1 éleveur sur 2 en ovins et caprins

Ce point est essentiel ; Ce n'est pas une crise sectorielle. C'est une crise systémique. Aucune filière n'est épargnée. Cela prouve que le problème ne vient pas des agriculteurs, mais bien du cadre dans lequel ils doivent exercer.

> 808 millions d'euros manquants : un révélateur, pas une solution

L'article mentionne un besoin de 808 millions d'euros pour assurer un revenu décent. Ce chiffre a presque doublé en quelques années.

Cela confirme une chose : le modèle actuel ne fonctionne plus. Mais attention à ne pas se tromper de réponse.

Injecter de l'argent sans changer les règles du jeu ne résoudra rien. Le problème n'est pas seulement le manque de financement, c'est l'empêchement de produire et de vivre de son travail.

> Moins de revenus = moins d'avenir

L'étude évoque les conséquences : difficultés d'investissement, transmissions compliquées, fragilité des territoires. Nous le vivons tous les jours.

En effet, un agriculteur qui ne gagne pas sa vie n'investit pas. Une exploitation non rentable ne se transmet pas. Un territoire sans agriculteurs se désertifie.

Et avec lui disparaissent : l'activité économique, l'entretien des paysages, la prévention des incendies. Ce que nous évitons à la société de payer aujourd'hui lui coûtera beaucoup plus cher demain.

> Agriculteurs : ni assistés, ni coupables

Face à ces constats , une dérive persiste dans l'opinion : nous serions des pollueurs, nous serions des assistés, nous serions responsables de la situation. C'est faux !

Nous sommes : des travailleurs, des entrepreneurs, des acteurs essentiels de l'équilibre territorial et nous travaillons déjà sous des normes parmi les plus strictes au monde.

> Alors que faut-il changer maintenant ?

Face à une crise structurelle, il faut des réponses structurelles.

Redonner la liberté d'entreprendre par la simplification des réglementations (eau, environnement) et par la fin des contraintes incohérentes qui pénalisent la production française,

Prioriser la souveraineté alimentaire car nourrir la population doit redevenir une priorité politique majeure et l'alimentation ne peut pas passer après des normes déconnectées,

Alléger le poids administratif par la réduction des agences et structures redondantes et des contrôles déjà largement réalisés par satellite plusieurs fois par semaine

Réorienter les financements pour que l'argent de la PAC soutienne l'acte de production afin de retrouver une agriculture compétitive et excédentaire

Reconnaître les services rendus notamment dans les zones défavorisées et plus spécialement dans l'entretien des territoires, la lutte contre les incendies, le maintien de la vie rurale.

> Une question de société

Aujourd'hui, des questions simples se posent : peut-on accepter que ceux qui nourrissent la population vivent avec moins qu'un SMIC ? Peut-on accepter la disparition progressive de notre agriculture ?

“Nous ne demandons pas des aides. Nous demandons de pouvoir vivre dignement de notre travail et de continuer à nourrir la France.” *Coordination Rurale d'Occitanie*



Syndicat 100% agriculteurs dans 13 départements et à la présidence de 2 chambres :

CR09 Ariège
CR11 Aude
CR12 Aveyron
CR30 Gard

CR31 Haute Garonne
CR34 Hérault
CR46 Lot
CR48 Lozère

CR65 Hautes-Pyrénées
CR66 Pyrénées-Orientales
CR82 Tarn-et-Garonne

Présidence Chambre :
CR32 Gers
CR81 Tarn